

## Evolution récente de l'APD de la France et analyse par bénéficiaire et par secteur

### Sommaire

#### 1. Premières estimations de l'APD pour 2003

- 1.1 Une augmentation modeste de l'APD  
en 2003
- 1.2 Position de la France
- 1.2 La NORAD, l'Agence norvégienne pour  
le développement et la coopération
- 1.3 Situation des principaux partenaires  
du CAD

#### 2. Analyse de l'APD française par bénéficiaire et par secteur norvégienne d'APD

- 2.1 Analyse par bénéficiaire
- 2.2 Analyse par secteur

Sous-Direction de la Stratégie et des  
Questions Multilatérales  
Bureau des stratégies de coopération

#### 1. PREMIERES ESTIMATIONS DE L'APD POUR 2003

L'OCDE a publié, à l'occasion de la réunion des ministres du développement (High Level Meeting) du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE, qui s'est tenue les 15 et 16 avril 2004, les montants d'aide publique au développement (APD) pour 2003.

Il convient de rappeler que ces chiffres demeurent provisoires ; les données définitives, en cours d'élaboration par les Etats membres, seront publiées par l'OCDE en décembre 2004.

Néanmoins, ces données préliminaires appellent les premières analyses suivantes :

##### 1.1 Une augmentation modeste de l'APD en 2003

D'après les données préliminaires, l'APD des 22 pays membres du CAD de l'OCDE atteint **68,5 milliards de dollars en 2003**. **Les pays du CAD ont ainsi accru leur APD de 3,9%** en termes réels entre 2002 et 2003, après une hausse de 7% en termes réels entre 2001 et 2002.

Le **taux d'effort** mesuré par le ratio APD/RNB s'établit à **0,25% en 2003** contre 0,23% en 2002 et 0,22% en 2001.

Trois raisons principales expliquent l'augmentation de 2,3 milliards de \$ de l'APD en termes réels en 2003 : une croissance de dons bilatéraux en général (2 milliards de \$), le début de l'aide à la reconstruction de l'Iraq (2 milliards de \$) et, en contrepartie, une baisse cyclique des contributions aux fonds concessionnels multilatéraux ( -1,2 milliards de \$) ainsi qu'une petite diminution dans les prêts nets (-0,5 milliards de \$).

##### 1.2 Position de la France

L'APD de la France s'élève à **7,3 milliards de dollars en 2003**, soit une **augmentation de 9,9%** en termes réels par rapport à 2002, ce qui porte le ratio APD/RNB à **0,41%** (contre 0,38% en 2002). En volume, la France se situe en **3ème position** parmi les donateurs du CAD, derrière le Japon et les Etats-Unis, pays qu'elle devance nettement en terme de taux d'effort (0,41% pour la France contre 0,14% pour les Etats-Unis et 0,20% pour le Japon).

### 1.3 Situation des principaux partenaires du CAD

Sur les 22 pays membres du CAD, douze ont fait état d'un accroissement de leur APD en termes réels pour 2003. Les pays ayant notifié les plus fortes croissances de l'APD en 2003 sont la Belgique (+ 43,2%), la Suisse (+19,5%) et les Etats-Unis (+16,9%). A l'inverse, plusieurs pays enregistrent un net recul des montants de l'APD en 2003 en termes réels : le Portugal (- 24,8%), l'Autriche (-20,7%), l'Italie (-16,7%), la Suède (-14,1%)...

Seuls cinq pays atteignent l'objectif de 0,7% du RNB préconisé par les Nations Unies. Il s'agit, comme en 2002, du Danemark, du Luxembourg, des Pays-bas, de la Norvège et de la Suède.

Les **Etats-Unis** demeurent le **premier contributeur** d'APD **en volume** au monde. Les montants de l'APD américaine en 2003 se sont accrus de **16,9%** en 2003 en termes réels, la portant à 15,8 milliards de \$. Cependant, ce pays reste en **dernière position** en terme de **taux d'effort** avec un ratio APD/RNB de 0,14% en 2003 (contre 0,12% en 2002).

Le **Japon** reste, comme en 2001 et 2002, le **second contributeur en volume** : l'APD japonaise a pour sa part fléchi de 8,9% en termes réels pour s'établir à 8,9 milliards de \$ soit 0,20% du RNB. Si les versements bruts sont restés relativement stables, les remboursements au titre des prêts APD ont augmenté de manière significative.

En ce qui concerne l'**Union Européenne**, l'APD des Etats membres s'est accrue de 2,2% en termes réels en 2003, représentant 0,35% de leur RNB collectif. Rappelons que les membres de l'UE se sont engagés, avant la conférence de Monterrey, à porter leur APD globale à 0,39% du RNB pour 2006 et à titre individuel, à un minimum de 0,33% (en 2003 neufs pays membres atteignent cet objectif minimal).

En 2003, l'**Allemagne** se situe, avec un montant d'APD de 6,7 milliards de \$, en **4ème position en volume** tandis que le **Royaume-Uni** occupe la **5ème place** avec un montant d'APD de 6,16 milliards de \$. Il convient de souligner que **la France dépasse ces deux donateurs** aussi bien par ses contributions en volume qu'en terme de taux d'effort (0,41% pour la France contre 0,28% pour l'Allemagne et 0,34% pour le Royaume-Uni)

## 2. ANALYSE DE L'APD FRANÇAISE PAR BENEFICIAIRE ET PAR SECTEUR

### 2.1 Analyse par bénéficiaire

Les dernières données d'APD définitives et détaillées sont relatives à l'année 2002 : elles comportent une décomposition par pays bénéficiaire.

L'**Afrique** constitue la priorité géographique de l'aide française. En 2002, 72% de l'APD bilatérale y était consacrée, dont 60% pour l'Afrique sub-saharienne et 12% pour l'Afrique du Nord. L'action française en Afrique s'inscrit dans le cadre des liens privilégiés qu'entretient la France avec de nombreux pays africains. Ainsi, au sein du continent africain, l'aide est concentrée dans les pays de la Zone franc et en Afrique du Nord.

Comme l'illustre le tableau joint en annexe (" Liste des premiers bénéficiaires de l'APD française "), parmi les vingt premiers pays bénéficiaires de l'aide française, quinze sont situés en Afrique (dont 4 en Afrique du Nord et 11 en Afrique sub-saharienne). Les autres sont des états d'Asie (Vietnam et Chine), d'Europe (Serbie-Monténégro) et du Proche-Orient (Liban).

### 2.2 Analyse par secteur

Le CAD de l'OCDE demande à tous les Etats membres de notifier leurs apports de ressources d'APD et de renseigner une base de données sur les projets. Cette base de données, le " Système de Notification des Pays Créanciers " (SNPC), est devenue la référence internationale en matière de suivi des répartitions géographique et sectorielle de l'aide. Elle est désormais largement utilisée car les taux de couverture (ratios entre les engagements notifiés dans le SNPC et les engagements déclarés au CAD) sont élevés (84% en 2002 pour la France). La France a défini six secteurs prioritaires d'intervention en matière d'APD : l'éducation ; l'agriculture et la sécurité alimentaire ; les infrastructures en Afrique sub-saharienne ; l'eau et l'assainissement ; la santé et la lutte contre le Sida ; la protection de l'environnement. A partir de cette base de données SNPC, la part des engagements destinés à ces six secteurs a été calculée pour chacun des 20 premiers bénéficiaires de l'APD française (cf. tableau en annexe)/.

## ANNEXES

## 1. l'Aide publique au développement nette en 2003 - Données préliminaires.

	2003		2002	
	APD Millions de \$	APD/RNB %	APD Millions de \$	APD/RNB %
Allemagne	6 694	0,28	5 324	0,27
Australie	1 237	0,25	989	0,26
Autriche	503	0,20	520	0,26
Belgique	1 887	0,61	1 072	0,43
Canada	2 209	0,26	2 006	0,28
Danemark	1 747	0,84	1 643	0,96
Espagne	2 030	0,25	1 712	0,26
Etats-Unis	15 791	0,14	13 290	0,13
Finlande	556	0,34	462	0,35
France	7 337	0,41	5 486	0,38
Grèce	356	0,21	276	0,21
Irlande	510	0,41	398	0,40
Italie	2 393	0,16	2 332	0,20
Japon	8 911	0,20	9 283	0,23
Luxembourg	189	0,80	147	0,77
Norvège	2 043	0,92	1 696	0,89
Nouvelle-Zélande	169	0,23	122	0,22
Pays-Bas	4 059	0,81	3 338	0,81
Portugal	298	0,21	323	0,27
Royaume-Uni	6 166	0,34	4 924	0,31
Suède	2 100	0,70	1 991	0,83
Suisse	1 297	0,38	939	0,32
TOTAL DU CAD	68 483	0,25	58 274	0,23
Performance moyenne des pays du CAD		0,41		0,41
Pour mémoire				
CE	8 147		6 561	
Pays membres de l'UE	36 825	0,35	29 949	0,35
Pays du G7	49 501	0,21	42 646	0,20

Source OCDE

## ANNEXES

## 2. Les 20 premiers bénéficiaires de l'APD française.

Rang	Pays	APD reçue (moyenne des versements nets 2000, 2001 et 2002 en millions \$)
1	Côte d'Ivoire	266,0
2	Egypte	181,1
3	Maroc	158,3
4	Mozambique	154,3
5	Sénégal	118,0
6	Tunisie	92,3
7	Cameroun	88,2
8	Mali	74,2
9	Algérie	70,1
10	Vietnam	64,2
11	Burkina Faso	60,0
12	Chine	55,3
13	Bénin	52,4
14	Serbie & Monténégro	45,4
15	Madagascar	44,8
16	Niger	37,6
17	Tchad	33,0
18	Indonésie	30,9
19	Liban	30,5
20	Djibouti	22,9

*Ce tableau ne comprend pas les TOM : Mayotte serait en sixième position et Wallis et Futuna en quinzième position*